

Résumé de la cinquième Réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement: 22-23 février 2021

Au milieu de la pandémie de COVID-19, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE), l'organe décisionnel le plus élevé du système des Nations Unies sur les questions environnementales, n'a eu d'autre choix que de se réunir virtuellement pour sa cinquième session. Surmontant les défis technologiques et de fuseau horaire, la première session en ligne de l'ANUE a été couronnée de succès, adoptant un ensemble limité de trois décisions de procédure: L'approbation de la Stratégie à moyen terme (SMT) pour 2022-2025 et le Programme de travail (PT) et budget pour l'exercice biennal 2022-2023; La gestion des fonds d'affectation spéciale et des contributions réservées; Et l'accord pour la reprise d'une cinquième session en personne en 2022.

Ces décisions de procédure permettent au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de poursuivre son travail de renforcement de la dimension environnementale du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'ANUE-5 a également approuvé une déclaration intitulée « En perspective de la reprise de l'ANUE en 2022 - Message de l'ANUE-5 en ligne ». Le message met en évidence, entre autres, les trois principales crises environnementales que le PNUE s'est engagé à résoudre: le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et la pollution.

L'Assemblée a également lancé la commémoration du 50^e anniversaire de la création du PNUE par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain tenue à Stockholm, en Suède, en 1972. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a commencé la commémoration en soulignant qu'elle offrirait l'occasion à la fois de célébration et de réflexion. Une session extraordinaire de deux jours célébrant l'événement aura lieu à Nairobi, au Kenya, en mars 2022.

Plus de la moitié de la session en ligne de l'ANUE-5 a été consacrée à un dialogue de haut niveau des dirigeants. Des ministres, d'autres hauts fonctionnaires et des représentants de la société civile ont présenté leurs contributions à la dimension environnementale du développement durable et à la construction d'un monde post-pandémique résilient et inclusif. Ils ont également communiqué leur vision d'un travail uni dans le cadre du PNUE.

Les principaux points du dialogue ont été les suivants:

- La santé de la nature et la santé humaine sont inextricablement liées;
- La crise de la nature est liée aux crises du climat et de la pollution;
- La pandémie de COVID-19 est à la fois une menace et une opportunité;
- La relance verte devrait nous mettre sur la voie d'un monde durable et sobre en carbone;

- La relance verte doit répondre aux besoins des plus pauvres et des plus vulnérables;
- Le PNUE a un rôle crucial à jouer dans la gouvernance environnementale; et
- Le multilatéralisme n'a jamais été aussi important puisque la crise environnementale ne connaît pas de frontières.

La session en ligne de l'ANUE-5 s'est tenue du 22 au 23 février 2021. Cent cinquante et un États Membres se sont inscrits à la session virtuelle, qui a attiré 12 000 participants en ligne.

Bref historique de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) a été créée à la suite de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio + 20), en réponse aux graves défis découlant de la dégradation de l'environnement, des modes de production et de consommation non durables et de l'inégalité croissante au sein de la population mondiale qui devrait atteindre 11 milliards d'ici la fin du 21^e siècle.

Dans ce numéro

Bref historique de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	1
Compte Rendu de l'ANUE-5	3
Questions d'organisation	4
Rapport du Comité des représentants permanents	4
Programme de travail et budget et autres décisions administratives et budgétaires	4
Dialogue des dirigeants	5
Message consensuel de l'ANUE-5	9
Lancement de la commémoration du 50 ^e anniversaire du PNUE	10
Adoption du procès-verbal de la Session	11
Plénière de clôture	11
Brève analyse de l'ANUE-5	11
L'avenir à moyen terme du PNUE	12
Leadership dans un monde virtuel	12
Dans la perspective de 2022 et de UNEP@50	12
Réunions à venir	12
Glossaire	13

Origines de l'ANUE

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a été créé à la suite de la [Conférence de Stockholm de 1972](#) sur l'environnement humain, qui a établi le PNUE comme pivot central des Nations Unies pour la coopération environnementale mondiale et l'élaboration de traités par la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Le Conseil d'administration du PNUE (CA) a été établi en tant que principal organe directeur, l'AGNU ayant élu ses 58 membres, sur la base du principe de la représentation géographique équitable. Le Forum ministériel mondial sur l'environnement (FMME) a été constitué par le CA, comme prévu dans la résolution 53/242 (1998) de l'AGNU. Alors que le CA avait un rôle axé sur le programme dans l'examen et l'approbation des activités et du budget du PNUE pour chaque exercice biennal, le FMME devait examiner les questions de politique importantes et émergentes dans le domaine de l'environnement.

Voici quelques-uns des faits saillants des sessions du CA/FMME de 2000 à 2012:

- Adoption de la Déclaration ministérielle de Malmö en 2000, qui a convenu que le Sommet mondial de 2002 sur le développement durable devrait examiner les exigences d'une structure institutionnelle considérablement renforcée pour la gouvernance internationale de l'environnement;
- Création de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques;
- Le Plan stratégique de Bali 2005 pour l'appui technologique et le renforcement des capacités;
- Création du Groupe de travail spécial à composition non limitée chargé d'examiner et d'évaluer les mesures visant à résoudre le problème mondial du mercure; et
- Création de la plateforme inter-gouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services éco-systémiques.

La douzième session extraordinaire du CA, du 20 au 22 février 2012, à Nairobi, au Kenya, a marqué le 40^e anniversaire du PNUE.

Rio + 20 s'est réuni à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 22 juin 2012. Son document final, « L'avenir que nous voulons », appelait l'AGNU à renforcer et à moderniser le PNUE par plusieurs mesures, y compris, entre autres:

- L'introduction de la composition universelle du Conseil d'administration du PNUE;
- La garantie de ressources financières sûres, stables, adéquates et accrues provenant du budget ordinaire des Nations Unies;
- Le renforcement de la capacité du PNUE à s'acquitter de son mandat de coordination au sein du système des Nations Unies; et
- Assurer la participation active de toutes les parties prenantes concernées.

À la suite de Rio + 20, l'AGNU a adopté la résolution 67/213 sur le renforcement et la mise à niveau du PNUE et l'établissement de la composition universelle de son CA. Le 13 mars 2013, l'AGNU a adopté la résolution 67/251, qui a changé la désignation du CA du PNUE en « ANUE du PNUE ». Le CA s'est réuni pour la dernière fois du 19 au 22 février 2013, lors d'une session universelle qui a jeté les bases de la première réunion de l'ANUE qui aura lieu en juin de l'année suivante.

L'ANUE englobe ainsi les fonctions du CA et du FMME, et assure un leadership de haut niveau sur la scène mondiale dans un rôle décrit par l'ancien Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, comme étant celui « de Parlement mondial de l'environnement ».

Le Comité des représentants permanents (CRP) est l'organe subsidiaire de l'ANUE basé à Nairobi et se réunit entre les

sessions. Avec l'avènement de la composition universelle, le Comité à composition non limitée des représentants permanents (OECPR) se réunit avant chaque session de l'ANUE pour négocier des résolutions.

Principaux tournants

ANUE-1: Les États membres et les agences internationales ont salué la première session de l'ANUE (ANUE-1), tenue du 23 au 27 juin 2014 à Nairobi, au Kenya, comme étant une « maturation » pour la gouvernance environnementale mondiale. Les ministres y ont adopté un document final ministériel, qui a réaffirmé leur engagement à appliquer pleinement le résultat de Rio + 20 ainsi que les Principes de Rio, issus du Sommet de la Terre de 1992. Les délégués y ont appelé à poursuivre les efforts pour renforcer le PNUE afin d'appuyer la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015, alors en cours de négociation.

Dans un segment de haut niveau, les ministres ont débattu des prochains Objectifs de développement durable (ODD), y compris les modes de consommation et de production durables; et le commerce illégal d'espèces sauvages, en se concentrant sur l'escalade du braconnage et la flambée de la criminalité environnementale connexe. L'ANUE-1 a également organisé deux colloques sur deux aspects clés de la durabilité environnementale: l'état de droit environnemental et le financement d'une économie verte. L'ANUE-1 a adopté 17 résolutions, y compris des résolutions sur le renforcement du rôle du PNUE dans la promotion de la qualité de l'air, la lutte contre le commerce illicite des espèces sauvages et la lutte contre les débris marins et les micro-plastiques.

ANUE-2: L'ANUE-2, du 23 au 27 mai 2016, a approuvé un projet de rapport thématique mondial sur « Un environnement sain, des personnes en bonne santé ». Elle a adopté 25 résolutions, dont une définissant les rôles du PNUE et de l'ANUE dans le suivi et examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en fournissant des informations pertinentes sur les politiques à travers ses processus d'évaluation, en soutenant les travaux du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). D'autres résolutions traitaient, entre autres, du gaspillage alimentaire, de la gestion durable des récifs coralliens et de la protection de l'environnement dans les zones touchées par les conflits armés. Deux tables rondes ministérielles ont abordé les liens entre la qualité de l'environnement et la santé humaine et l'environnement, portant notamment sur la qualité de l'air et de l'eau, les métaux lourds, les changements climatiques et les débris plastiques marins.

L'ANUE-2 a également convenu de tenir des réunions ultérieures les années impaires, conformément au cycle budgétaire de l'ONU.

ANUE-3: L'ANUE-3 s'est déroulée du 4 au 6 décembre 2017 sur le thème « Vers une planète sans pollution ». L'ANUE-3 a adopté 11 résolutions traitant, entre autres, de la pollution de l'eau, de la pollution des sols, de la peinture au plomb et de la gestion des batteries au plomb-acide. Une résolution sur le sixième Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-6) a souligné que cette publication était le rapport d'évaluation environnementale phare du PNUE et a décidé de programmer sa publication pour l'ANUE-4. Les discussions à l'ANUE-3 ont indiqué que GEO-6 se concentrerait davantage sur les questions émergentes et l'efficacité des politiques que les publications précédentes.

L'ANUE-3 a publié une déclaration ministérielle, qui a souligné que tout un chacun a le droit de vivre dans un environnement sain, et fait état de préoccupations concernant l'utilisation incontrôlée de produits chimiques, les impacts de cette pollution sur les

pauvres et les dommages environnementaux causés par les conflits armés et le terrorisme.

ANUE-4: L'ANUE-4 a eu lieu du 11 au 15 mars 2019, sur le thème « Solutions innovantes pour les défis environnementaux et modes de consommation et de production durables ». L'ANUE-4 a coïncidé avec le Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes; le Forum sur la science, la Politique et les affaires; le Salon de l'innovation durable; et le Sommet des villes.

L'ANUE-4 s'est conclue par l'adoption d'une déclaration ministérielle, de 23 résolutions et de trois décisions traitant de problèmes environnementaux mondiaux communs et émergents. Le Forum a également approuvé le programme de travail et le budget du PNUE pour l'exercice biennal 2020-2021 et lancé le sixième rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial.

Compte Rendu de l'ANUE-5

Le Président de l'ANUE-5, Sveinung Rotevatn, Ministre norvégien du climat et de l'environnement, a ouvert la réunion en ligne de l'ANUE-5 le lundi matin 22 février. Il a signalé que 151 États membres étaient inscrits à la session en ligne, preuve que « nous nous sommes adaptés à une nouvelle façon de faire les choses ». Le Président Rotevatn a appelé à transformer notre relation avec notre planète, en identifiant des actions permettant simultanément de lutter contre le changement climatique, de protéger la biodiversité et de réduire la pollution.

Keriako Tobiko, Secrétaire du Cabinet du Ministère de l'environnement et des forêts du Kenya, intervenant au nom du gouvernement hôte du PNUE, a souhaité la bienvenue aux participants à la session en ligne de l'ANUE-5, qui se déroulait « dans le contexte de la pandémie mondiale et de ses graves conséquences ».

La Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen, a souligné qu'en dépit de la compréhension actuelle des causes profondes des crises environnementales, la situation continue de s'aggraver et exige un changement radical. Elle a exhorté tous les participants à faire davantage pour relever un défi de proportion existentielle, et de s'engager à faire de 2021 l'année où l'humanité commence à faire la paix avec la nature.

Hera Ali et Gyubin Hwang, représentants du GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES, ont attiré l'attention sur [l'Assemblée des jeunes pour l'environnement](#), qui s'est tenue avant l'ANUE-5, et ont appelé à une participation équitable et fondée sur les droits des jeunes dans les processus environnementaux. Ils ont en outre demandé l'intégration des préoccupations intergénérationnelles, notamment les pertes économiques pour les générations futures, dans la prise de décision.

Le Président de l'AGNU, Volkan Bozkir, a décrit les évolutions préoccupantes actuelles concernant l'extinction des espèces, le réchauffement climatique et la dégradation des terres, soulignant les « demandes pressantes d'une planète dont la capacité ne peut pas répondre à nos besoins ». Il a appelé à faire de la pandémie une opportunité, à viser un véritable changement transformationnel, en utilisant les ODD comme boussole.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a averti que la pandémie a provoqué des troubles dans le monde entier et que, comme conséquence, les inégalités se creusent davantage. Il a souligné que l'année chargée à venir est cruciale pour rétablir notre relation avec la nature et mieux articuler la dimension environnementale du développement durable. Il a souligné la nécessité d'adopter des plans d'action clairs lors des prochaines réunions sur le changement climatique, la biodiversité, l'océan, la pollution et les plastiques de façon à pouvoir relever les défis imminents qui s'y rapportent.

L'AFRIQUE DU SUD, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a attiré l'attention sur le Programme de stimulation verte pour l'Afrique, adopté par la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), pour faire face aux impacts de la COVID-19. La déléguée a salué le SMT pour 2022-2025 et le Programme de travail et le budget du PNUE, mais a souligné que les sessions virtuelles ne fournissent pas des règles de jeu équitables pour les participants, évoquant la réunion de l'OECPR de la semaine précédente et ses problèmes techniques et de connectivité. Elle a appuyé l'idée d'adopter un éventuel message ou déclaration consensuelle à l'issue de cette session.

OMAN, parlant au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a souligné que la COVID-19 offre une opportunité de reconstruire en mieux. Le délégué a annoncé que la région s'était engagée à atteindre zéro déchet plastique d'ici 2050. Il a également souligné l'évolution inquiétante des tempêtes de sable régionales et de la désertification croissante, soulignant la nécessité d'une action urgente.

L'ARGENTINE, au nom du GROUPE AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES, a axé son intervention sur le défi sans précédent posé par la COVID-19. Le délégué a noté que le PNUE a relevé ce défi, mais que le mode virtuel amplifiait les déséquilibres. L'Argentine a attiré l'attention sur la Déclaration de Bridgetown, signée à la 22^e réunion du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes, en février 2021, déclaration qui souligne la nécessité de transformer la crise actuelle en une opportunité et de s'assurer que la relance économique intègre les impératifs environnementaux.

Le MALAWI, au nom du GROUPE DES 77 ET DE LA CHINE (G-77 / CHINE), a attiré l'attention sur [l'édition 2020 du Rapport sur les ODD](#), qui note que, pour la première fois depuis 1998, la pauvreté dans le monde est en augmentation. Le délégué a indiqué que l'élimination de la pauvreté dans le monde restait le plus grand défi mondial. Il a parlé de la manière dont les sessions virtuelles ont montré que la fracture numérique est réelle, reconnaissant toutefois que les sessions virtuelles ont facilité la participation de pays sans présence diplomatique à Nairobi.

Le PORTUGAL, au nom de l'UNION EUROPÉENNE (UE), représentant également la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie et l'Ukraine, a souligné l'importance de concrétiser les ODD et d'utiliser l'ANUE-5 comme tremplin pour accélérer l'ambition environnementale lors des cruciales prochaines Conférences des Parties (COP) aux Conventions de Rio. Il a indiqué que le thème de l'ANUE-5, Renforcement de l'action en faveur de la nature afin d'atteindre les ODD, n'est « pas un slogan mais une nécessité car la nature ne peut pas attendre ».

OMAN, au nom de la LIGUE DES ÉTATS ARABES, a fait une déclaration soulignant l'importance de la coopération stratégique à l'ANUE-5.

La SUISSE a souligné que l'environnement et la santé humaine sont une constante, et que par conséquent, le travail multilatéral est une nécessité et ne peut pas s'arrêter, même pendant la pandémie de COVID-19.

La COLOMBIE a parlé de ses stratégies nationales et régionales de préservation et de protection de l'environnement.

La JORDANIE a affirmé que cette pandémie a forcé le monde à mieux comprendre les liens entre la nature et l'être humain, et a établi des liens entre les crises humanitaires en Jordanie dues à l'arrivée continue de réfugiés et ses problèmes environnementaux persistants.

Le NICARAGUA a noté que l'émergence des maladies zoonotiques offre une opportunité de repenser nos modèles de

développement, en s'orientant vers des modes de production et de consommation qui respectent la planète.

Soulignant la responsabilité collective pour un avenir sain, l'ALGÉRIE s'est concentrée sur les efforts nationaux visant à assurer la protection de l'environnement et le développement social, en accordant la priorité à la restauration des écosystèmes et aux mesures de lutte contre la dégradation des sols.

La TANZANIE a salué les efforts déployés pour utiliser des solutions fondées sur la nature en vue d'atteindre les ODD dans leurs dimensions sociale, économique et environnementale, et a appelé à un soutien accru en faveur de l'accès au financement, à la technologie et aux solutions innovantes pour le relèvement post-pandémique.

Le BANGLADESH a noté que la pandémie compromet l'avancée des efforts contre le changement climatique et pour le développement durable. Le délégué a attiré l'attention sur un programme de redressement ambitieux au niveau national et a appelé à une coopération internationale pour une reprise plus rapide, moins coûteuse et plus facile.

Questions d'organisation

Lundi matin, le Président Rotevatn a présenté l'ordre du jour de la réunion (UNEP/EA.5/1/Rev.1) et l'organisation des travaux (UNEP/EA.5/1/Rev.1/Add.1). Les délégués les ont adoptés sans amendement.

Il a noté que, compte tenu des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19, cette session en ligne de l'ANUE-5 entreprendrait un premier examen des articles 1 à 4, 6, 8, 12 et 15 de l'ordre du jour. Il a ajouté que le reste des articles à l'ordre du jour sera examiné à la session de reprise en présentiel de l'ANUE-5, qui se tiendra en 2022.

Le Président Rotevatn a ajouté que deux sessions d'un dialogue des dirigeants se tiendraient respectivement l'après-midi du lundi 22 février et la matinée du mardi 23 février sur le thème « Contribution de la dimension environnementale du développement durable à la construction d'un monde post-pandémique résilient et inclusif », pour faciliter la participation de représentants de différents fuseaux horaires.

Le Vice-président de l'ANUE, Ado Lohmus (Estonie), a présenté le procès-verbal du Comité de vérification des pouvoirs. L'ANUE-5 a pris note du procès-verbal.

Rapport du Comité des représentants permanents (CRP)

Lundi, le Président du CRP Fernando Coimbra (Brésil) a présenté le rapport sur les travaux de la partie en ligne de l'OECP-5 (UNEP/OECP-5/3) et le rapport sur les travaux du CRP depuis l'ANUE-4 (UNEP/EA.5/INF/2).

Il a noté que, depuis l'ANUE-4, le CRP a tenu huit réunions ordinaires, deux réunions du Sous-comité annuel pour l'examen et le contrôle de la mise en œuvre, et plusieurs réunions dans des formats plus restreints pour remplir son rôle pendant la période intersessions. Il a souligné les trois projets de décision recommandés pour adoption par l'ANUE-5; a félicité tous les concernés pour leur engagement en ces temps difficiles; et a souligné que le rôle du CRP sera encore plus pertinent dans la période à venir et jusqu'à la reprise de la session de l'ANUE-5. L'ANUE-5 a pris note du rapport.

Programme de travail et budget et autres décisions administratives et budgétaires

Le Président Rotevatn a présenté trois projets de décisions, rappelant aux délégués qu'ils avaient fait l'objet de discussions approfondies lors de la session en ligne de l'OECP-5 et les a recommandés pour adoption.

L'ANUE-5 a adopté les projets de décision sur: La gestion des fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées; L'ajournement et la reprise de l'ANUE-5 et de l'OECP-5; Et la SMT pour 2022-2025, et les programmes de travail et budget pour l'exercice biennal 2022-2023.

Décision sur la gestion des fonds d'affectation spéciale

et des contributions affectées: La décision (UNEP/EA.5/L.2) établit des fonds d'affectation spéciale pour les activités du fonds renouvelable de la Convention de Bamako; « Faith for Earth Coalition » et l'Initiative des services financiers du PNUE. Elle approuve également l'extension des fonds d'affectation spéciale pour, entre autres, le Conseil du Fonds pour l'adaptation; la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement; la Coalition pour le climat et l'air pur pour réduire les polluants climatiques de courte durée; la mise en œuvre par le PNUE des mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes; et les fonds d'affectation spéciale à l'appui des programmes, conventions, protocoles et fonds spéciaux pour les mers régionales.

Décision sur l'ajournement et la reprise de l'ANUE-5: Dans la décision (UNEP/EA.5/L.3), l'ANUE-5, entre autres:

- Décide d'ajourner l'ANUE-5 et de reprendre les délibérations à son siège à Nairobi du 28 février au 4 mars 2022;
- Décide que l'OECP-5 reprendra du 21 au 25 février 2022 et demande au CRP de décider du format et de l'ordre du jour de sa réunion;
- Prie le Secrétariat et les États membres de poursuivre les travaux sur tous les axes de travail pertinents, en vue de poursuivre les efforts conjoints pour renforcer les actions en faveur de la nature afin d'atteindre les ODD, et de donner suite aux mandats pertinents des sessions précédentes de l'ANUE;
- Prend note des rapports du Directeur exécutif du PNUE soumis à l'ANUE-5 sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de l'ANUE, comme indiqué dans l'annexe à la présente décision, et décide d'examiner ces rapports à la réunion annuelle du Sous-Comité en 2021 et la reprise de la session de l'ANUE-5;
- Décide qu'à la reprise de sa session, l'ANUE-5 finalisera la mise en œuvre de la résolution 73/333 de l'AGNU pour élaborer une déclaration politique pour une réunion de haut niveau des Nations Unies, et invite l'AGNU à envisager l'événement approprié pour l'adoption d'une telle déclaration, y compris l'option de l'adopter comme l'un des résultats de la session extraordinaire de l'ANUE pour commémorer le 50e anniversaire du PNUE, en tenant compte des résultats de nouvelles consultations;
- Recommande que le CRP, à sa 154^e réunion, examine, compte tenu des problèmes systémiques, de manière globale, le cycle du mandat du Bureau du CRP en relation avec le Bureau de l'ANUE;
- Décide que la reprise de l'ANUE-5 comprendra des séances plénières, un comité plénier de session et un segment de haut niveau comprenant des dialogues des dirigeants et un dialogue multipartite;
- Encourage vivement les États Membres à soumettre des projets de résolution pour examen à la reprise de la session de l'ANUE-5 à un stade précoce, de préférence au moins huit semaines avant la reprise de la session de l'OECP-5 afin de permettre une période productive entre la session virtuelle et la session de reprise de l'ANUE-5, compte tenu du temps et des ressources limités disponibles pour la négociation de ces projets de résolution; et
- Décide de convoquer une session extraordinaire de l'ANUE pour commémorer le 50e anniversaire de la création du PNUE, qui se tiendra parallèlement à la reprise de la session de l'ANUE-5, durant deux jours, en mars 2022, à Nairobi, sous la direction de la Présidence et du Bureau de l'ANUE-6.

Décision sur la SMT 2022-2025 et le PT et budget pour l'exercice biennal 2022-2023:

Dans la décision (UNEP/EA.5/L.4), l'ANUE-5, entre autres:

- Approuve la SMT 2022-2025 et le Programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2022-2023;
- Approuve des crédits pour le Fonds pour l'environnement d'un montant de 200 millions de USD pour l'exercice biennal;
- Souligne la nécessité que le Programme de travail et le budget soient basés sur une gestion axée sur les résultats;
- Autorise le Directeur exécutif à prendre des engagements à terme ne dépassant pas 20 millions de dollars pour les activités du Fonds pour l'environnement, afin de mettre en œuvre le Programme de travail 2022-2023;
- Prie le Directeur exécutif de continuer à améliorer la réalisation des objectifs du programme et l'utilisation efficace et transparente des ressources à cette fin, sous réserve des processus de supervision, d'examen et d'évaluation indépendante des Nations Unies et à veiller à ce que les fonds d'affectation spéciale et les contributions réservées au PNUE soient utilisés pour financer des activités conformes au Programme de travail;
- Prie instamment tous les États membres et autres, en mesure de le faire, d'augmenter les contributions volontaires au PNUE;
- Salue les efforts déployés par le Directeur exécutif, en étroite consultation avec le CRP, pour concevoir une stratégie de mobilisation des ressources qui améliore l'adéquation et la prévisibilité des ressources et encourage le Directeur exécutif, en étroite consultation avec le CRP, à mettre en œuvre la stratégie avec le CRP, avec priorité d'élargir la base de contributeurs des États membres et des divers partenaires;
- Prie le Directeur exécutif, dans la stratégie de recrutement du PNUE, de tenir dûment compte du principe de la répartition géographique équitable, conformément à l'article 101, paragraphe 3, de la Charte des Nations Unies et de soumettre un rapport complet sur les ressources humaines à examiner à la reprise de la session de l'ANUE-5; et
- Prie le Directeur exécutif de soumettre, pour examen et approbation par l'ANUE-6, en consultation avec le CPR, un Programme de travail priorisé, axé sur les résultats et rationalisé pour la période 2024-2025.

Dialogue des dirigeants

Un Dialogue des dirigeants de haut niveau s'est tenu lundi après-midi et mardi matin. Ministres, autres hauts fonctionnaires et représentants de la société civile ont présenté les contributions de leur pays respectif à la dimension environnementale du développement durable pour construire un monde post-pandémique résilient et inclusif, et ont communiqué leur vision d'un travail uni dans le cadre du PNUE.

Lundi, la Directrice exécutive adjointe du PNUE, Joyce Msuya, a ouvert le Dialogue notant qu'il constituait une plate-forme pour partager les initiatives environnementales en cours et les visions d'un monde post-pandémique. Les participants ont regardé une courte vidéo visualisant les impacts de la pandémie.

Andrea Meza Murillo, Vice-présidente de l'ANUE et Ministre de l'Environnement et de l'Énergie, COSTA RICA, a introduit la session, soulignant le rôle important des ministres de l'environnement. Elle a appelé à la volonté politique, aux synergies entre les organes et les conventions et à la mobilisation de fonds publics et privés pour parvenir à la durabilité environnementale.

La Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen, a souligné que « leadership signifie faire confiance à la science, agir immédiatement, respecter nos accords, financer la solidarité,

protéger les vulnérables, respecter le multilatéralisme et ne laisser personne de côté », et a exhorté les participants à agir immédiatement.

Huang Runqiu, Ministre de l'Écologie et de l'Environnement, CHINE, a axé son intervention sur la prochaine COP15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) qui se tiendra à Kunming, en Chine. Il a souligné la nécessité d'adopter un Cadre mondial de la biodiversité qui soit ambitieux pour l'après-2020 afin d'enrayer l'érosion de la biodiversité, appelant à une coopération mondiale.

Svenja Schulze, Ministre de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire, ALLEMAGNE, a souligné l'opportunité, au vu des programmes d'investissement pour lutter contre la pandémie, d'investir dans un avenir durable et inclusif. Elle a souligné la nécessité de traiter les liens entre la conservation de la nature et la santé humaine, et a appelé à des mécanismes de mise en œuvre solides et à un financement adéquat.

Carlos Correa Escaf, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, COLOMBIE, a souligné que la pandémie a mis en évidence les fragilités de nos économies et de nos sociétés. Il a en outre décrit les efforts nationaux visant à lutter contre la déforestation, à élargir le marché du carbone et à renforcer l'écotourisme.

John Podesta, Center for American Progress, a parlé de l'engagement de l'administration Biden à l'égard des obligations environnementales internationales et a exhorté à fixer des objectifs de biodiversité parallèlement aux objectifs climatiques, car ces défis sont interconnectés.

Alue Dohong, Vice-ministre de l'environnement et des forêts, INDONÉSIE, a souligné l'accent mis par l'Indonésie sur les politiques vertes, notamment en introduisant un programme de foresterie sociale, en améliorant la protection des palétuviers et la résilience des écosystèmes et des sols. Il a attiré l'attention sur la quatrième COP de la Convention de Minamata, que l'Indonésie accueillera à Bali en novembre 2021.

Paula Cristina Francisco Coelho, Secrétaire d'État à l'environnement, ANGOLA, a expliqué la façon dont la COVID-19 est venu rappeler le lien intrinsèque entre la nature, nos sociétés et nos économies.

Stientje van Veldhoven, Ministre de l'Environnement, PAYS-BAS, a déclaré que « leadership, c'est accepter la science et aller de l'avant ». Elle a parlé de l'accord national sur la qualité de l'air et le pacte national sur le plastique, et a invité tous les participants au Congrès mondial de l'économie circulaire qui se tiendra en avril 2021.

Gabriel Quijandría, Ministre de l'environnement, PÉROU, a attiré l'attention sur le Plan national d'adaptation et sur l'approche de l'économie circulaire de son pays. Il a annoncé que le Pérou a l'intention d'être neutre en carbone d'ici 2050.

Yasmine Fouad, Ministre de l'Environnement, ÉGYPTES, a parlé de la manière dont l'Égypte, en tant que Présidence de la COP14 de la CDB, a lancé une initiative pour une approche cohérente pour lutter contre l'érosion de la biodiversité, le changement climatique et la dégradation des terres et des écosystèmes. Fouad a également parlé du portefeuille budgétaire de 1,9 milliard de dollars de son gouvernement, consacré à son plan de relance verte.

Bruno Oberle, Directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a souligné qu'une relance fondée sur la nature est rentable et crée des emplois. Il a déclaré que le prochain Congrès de l'UICN tracerait une voie post-pandémique.

Michał Kurtyka, Ministre du climat et de l'environnement, POLOGNE, a souligné que les villes sont des milieux sensibles avec des besoins spéciaux, mettant en exergue les initiatives polonaises visant à améliorer la gestion des eaux de pluie et les espaces verts urbains. Il a signalé que la Pologne accueillera le 11^e Forum urbain mondial, à Katowice, en 2022.

Jeanne d'Arc Mujawamariya, Ministre de l'environnement du RWANDA, a présenté l'évaluation approfondie du Rwanda de l'impact de la COVID-19 sur l'ambition climatique et la révision des Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris.

Rasheed Hassan, Ministre de l'environnement, MALDIVES, a parlé du plan des Maldives visant à éliminer les plastiques à usage unique. Il a souligné la nécessité de renforcer davantage la gouvernance et la coopération régionales en matière d'environnement.

Malik Amin Aslam, Ministre fédéral du Changement climatique et conseiller du Premier ministre sur le changement climatique/Ministre fédéral, PAKISTAN, a souligné qu'il n'y a qu'une seule voie pour sortir de la COVID-19, et c'est à travers une relance basée sur la nature. Il a déclaré que l'ANUE-5 devrait envoyer un message clair à ce sujet et a signalé que le Pakistan accueillera la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 2021.

Gila Gamliel, Ministre de la Protection de l'environnement, ISRAËL, a mis en exergue la stratégie nationale vers une économie circulaire et le projet de produire 95% de l'électricité à partir de sources renouvelables. Elle a attiré l'attention sur les efforts déployés pour lutter contre la désertification et sur les initiatives d'utilisation novatrice et efficace des terres en vue de protéger la biodiversité.

João Pedro Matos Fernandes, Ministre de l'Environnement et de l'Action pour le Climat, PORTUGAL, a souligné la nécessité d'intégrer les principes environnementaux dans les plans de relance post-pandémique. Il a souligné qu'il est possible de découpler les émissions de gaz à effet de serre et la croissance économique, et a parlé de la Conférence des Nations Unies sur l'océan, co-organisée par le Kenya et le Portugal.

Keriako Tobiko, Secrétaire du cabinet du ministère de l'Environnement et des Forêts, KENYA, a décrit les efforts nationaux en faveur de la durabilité environnementale, y compris l'interdiction du plastique à usage unique, les programmes de reboisement et de restauration et la législation sur la gestion des déchets.

Adrián Peña, Ministre de l'Environnement, URUGUAY, a mis en exergue les politiques de gestion des déchets au niveau national et la voie poursuivie vers la neutralité carbone. Il a attiré l'attention sur le programme de Montevideo sur le droit de l'environnement, mis en œuvre par le PNUE.

Marcia Bernicat, Secrétaire d'État adjointe par intérim aux océans et aux affaires scientifiques et environnementales, ÉTATS-UNIS, a noté les remarques du Président Biden selon lesquelles une action urgente est nécessaire pour faire face à la crise environnementale mondiale. Elle a souligné l'engagement renouvelé des États-Unis envers l'Accord de Paris et la nécessité de traiter les débris marins et le plastique océanique.

Artūrs Toms Plešs, Ministre de la protection de l'environnement et du développement régional, LETTONIE, a déclaré que la relance verte peut fournir une opportunité de construire un avenir plus résilient et plus durable. Il a souligné les efforts nationaux pour lutter contre le changement climatique, promouvoir une agriculture durable et évoluer vers des modèles économiques circulaires.

Juan Cabandié, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, ARGENTINE, a parlé de la façon dont

l'Argentine a considérablement augmenté ses engagements envers l'Accord de Paris et triplé son budget pour la préservation des forêts et de la nature. Il a noté que les pays d'Amérique latine continuent de s'attaquer au problème des dettes importantes, demandant une assistance durable et dans l'intérêt de l'environnement.

L'Ambassadeur Dmitry Maksimychev, FÉDÉRATION DE RUSSIE, a déclaré qu'en dépit de nombreuses initiatives environnementales mises en suspens en raison de la pandémie, la Fédération de Russie continue d'œuvrer pour un avenir plus durable et plus vert, notamment en accordant la priorité à son engagement envers l'Accord de Paris et en lançant une campagne pour les forêts.

Sonam Wangchuk, représentant de la société civile, INDE, a expliqué les efforts de sa communauté locale pour protéger ses montagnes et ses glaciers, et a supplié les habitants des grandes villes et les gouvernements de prendre davantage de mesures et de changer leurs comportements.

Peter Schiefke, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique du CANADA, a déclaré que le Canada s'est engagé à reconstruire une société plus résiliente et plus inclusive. Dans cette optique, le Canada entend atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et a augmenté ses aires marines protégées à 14% de la superficie marine totale du pays.

Lea Wermelin, Ministre de l'Environnement, DANEMARK, a mis en exergue une nouvelle loi sur le climat visant à réduire les émissions de CO₂ de 70% d'ici 2030. Elle a attiré l'attention sur de nouveaux investissements dans des secteurs plus durables de l'énergie, des transports, de la construction et du logement. Elle a en outre évoqué l'introduction de technologies agricoles vertes ainsi que le travail en cours avec d'autres pays nordiques sur les déchets marins.

Jorge Arturo Argueta Villamar, Sous-secrétaire à la politique environnementale et à la planification du Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles, MEXIQUE, a indiqué que la pandémie de COVID-19 a révélé de nombreux préjugés de l'humanité et a souligné la nécessité d'une approche fondée sur l'idée que « la santé est Une ». Il a en outre souligné l'importance des patrimoines linguistiques, culturels et autochtones en Amérique latine en tant que véritables gardiens de la nature et a demandé que les considérations environnementales soient culturelles et transversales.

Barna Tanczos, Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts, ROUMANIE, a souligné que son pays promouvait le développement durable dans l'ensemble des politiques publiques. Il a indiqué que l'engagement et la coopération sont essentiels car nous vivons l'une des périodes les plus exigeantes de l'histoire.

Teresa Ribera, vice-Premier ministre pour la transition écologique, ESPAGNE, a déclaré que l'Espagne utilise la politique comme un levier de transformation, mettant en exergue les activités sur les écosystèmes et les déchets.

Marcus Henrique Morais Paranaçuá, vice-Ministre du climat et des relations internationales, BRÉSIL, a souligné que le Brésil atteindra la neutralité climatique d'ici 2060, mais n'a pas exclu une accélération des progrès.

Leonore Gewessler, Ministre fédéral de l'action climatique, de l'environnement, de l'énergie, de la mobilité, de l'innovation et de la technologie, AUTRICHE, a indiqué que son pays a transféré sa contribution au PNUE, et qu'il est heureux d'explorer une coopération plus approfondie. Elle a souligné que le PNUE est la principale autorité mondiale en matière d'environnement, bien adaptée pour établir un programme et promouvoir une mise en œuvre cohérente.

Javier Naranjo, Ministre de l'Environnement, CHILI, a déclaré que la COVID-19 est une opportunité de reconstruire en mieux. Il a souligné que le Chili prévoit 180 000 nouveaux emplois dans le domaine de l'économie circulaire, d'ici 2040.

Bérangère Abba, Secrétaire d'État à la Biodiversité, FRANCE, a mis en exergue la transition écologique au niveau national avec quatre secteurs prioritaires: la rénovation énergétique des bâtiments; la dé-carbonisation des modes de transport; l'agriculture équitable et durable; et le déploiement de l'énergie verte.

Ján Budaj, Ministre de l'environnement, SLOVAQUIE, a souligné que la pandémie a paradoxalement amélioré nos chances d'expliquer la nécessité d'un changement. Il a souligné la nécessité de ne laisser personne de côté et a mis en exergue les efforts nationaux, y compris les nouvelles aires protégées et les initiatives de conservation de la biodiversité.

Fekadu Beyene Aleka, Commissaire, Commission de l'environnement, des forêts et du changement climatique, ÉTHIOPIE, a souligné la nécessité d'une relance verte, faisant état des effets dévastateurs de la pandémie. Il a attiré l'attention sur les efforts nationaux pour la production d'énergie propre, l'approvisionnement en eau propre et la conservation de la biodiversité.

Per Bolund, Ministre de l'Environnement et du Climat, et vice-Premier ministre, SUÈDE, a souligné que l'avenir est sans énergie fossile, évoquant la nécessité d'investissements continus dans les technologies vertes et l'innovation, et de modèles commerciaux circulaires. Il a mis en exergue le besoin de lutter contre les déchets plastiques marins et la pollution des micro-plastiques, et a invité tous les participants à prendre part à Stockholm + 50, le 50e anniversaire depuis la Conférence de Stockholm de 1972, la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain.

Lee White, Ministre des Forêts, des Océans, de l'Environnement et du Changement climatique, GABON, a souligné que la pandémie est liée à notre relation brisée avec la nature, appelant à reconstruire plus vert et en mieux. Il a parlé de l'engagement du Gabon à maintenir le couvert forestier national et a mis en exergue les initiatives en faveur d'une économie verte et circulaire.

Hussein Makhoul, Ministre de l'Administration locale et de l'Environnement, SYRIE, a parlé des efforts nationaux pour lutter contre la pandémie.

Arlette Soudan-Nonault, Ministre du Tourisme et de l'Environnement, CONGO, a souligné les efforts nationaux de restauration des écosystèmes, de création d'aires protégées et de reboisement. Elle a également attiré l'attention sur la nécessité d'une gestion durable de l'écosystème fragile du bassin du Congo.

Vladislav Smrž, vice-Président et vice-Ministre, ministère de l'Environnement, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, a indiqué que les plans nationaux de relance se concentrent sur les principes de l'économie circulaire et des économies d'énergie. Il a appelé à la crédibilité, à l'efficacité et à l'efficacité des projets visant à bâtir un monde post-pandémique résilient.

Guðmundur Ingi Guðbrandsson, Ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, ISLANDE, a souligné que la crise climatique ne connaît pas de frontières, appelant à des synergies utilisant des solutions fondées sur la nature. Il a en outre souligné le rôle des organisations confessionnelles qui discutent des questions environnementales.

Marco Lambertini, Directeur général du Fonds mondial pour la nature, a noté que nous ne traiterons efficacement l'urgence planétaire que si nous abordons l'interdépendance entre les problèmes environnementaux, sanitaires, économiques et sociaux.

Il a exprimé son optimisme pour une super année en faveur de la nature et de la durabilité, arrêtant et inversant les évolutions actuelles pour relever les défis futurs.

Mardi matin, Bérangère Abba, vice-Présidente du Bureau de l'ANUE et Secrétaire d'État à la Biodiversité, FRANCE, a préparé le terrain pour la deuxième session du Dialogue des dirigeants. Elle a noté que la pandémie a révélé à quel point nous sommes vulnérables en raison de notre déconnexion avec la nature. Elle a indiqué que les politiques sectorielles sont interdépendantes, appelant à une approche transversale et synergique pour atteindre des objectifs environnementaux ambitieux.

Afroz Shah, Champion de la Terre 2016, INDE, a souligné que la mise en œuvre est essentielle, appelant à la nécessité d'impliquer tout le monde dans la protection de l'environnement. Il a appelé aussi à intensifier massivement la collaboration sur le terrain pour initier des actions de changement.

Roberto Cingolani, Ministre de l'Environnement, ITALIE, a déclaré que la technologie et l'innovation, utilisées de manière juste et raisonnable, seront le moteur de la transition écologique requise. Il a souligné l'approche holistique du PNUE, notant qu'elle inspirera la prochaine présidence italienne du Groupe des 20 (G-20).

Évoquant la façon dont la pandémie a perturbé la croissance économique, les pays vulnérables étant les plus durement touchés, Mohamed Mubarak Bin Daina, Directeur général du Conseil suprême de l'environnement, BAHREÏN, a attiré l'attention sur les efforts nationaux pour reconstruire en mieux. Il a décrit les initiatives sur la qualité de l'air, la production et la consommation durables et la lutte contre l'élévation du niveau de la mer.

Sonam Phuntsho Wangdi, Secrétaire de la Commission nationale de l'environnement, BHOUTAN, a décrit les efforts nationaux de protection de l'environnement basés sur la philosophie nationale du Bonheur National Brut. Il a souligné les défis sanitaires et socio-économiques liés à la pandémie, appelant à la solidarité mondiale et à un soutien financier et technique aux pays les plus pauvres pour une relance transformatrice et verte.

Rafael Nakacinda, Ministre du développement, de l'eau, de l'assainissement et de la protection de l'environnement, ZAMBIE, a décrit les efforts nationaux visant à introduire une Responsabilité élargie des producteurs des plastiques pour les améliorations dans la gestion des déchets solides. Il a également souligné les efforts novateurs visant à promouvoir les investissements dans la gestion des déchets.

Zac Goldsmith, Ministre du Pacifique et de l'environnement au Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement et du Ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales, ROYAUME-UNI, a annoncé que le Royaume-Uni a engagé 3 milliards de livres sterling d'investissements dans des solutions fondées sur la nature. Il a invité d'autres pays à travailler avec le Royaume-Uni pour s'engager à nettoyer les chaînes d'approvisionnement en matières premières, responsables de la déforestation.

Sussan Ley, Ministre de l'environnement, AUSTRALIE, a souligné les efforts de l'Australie pour se diriger vers une économie circulaire, ayant récemment interdit l'exportation de flux de déchets non traités et investissant dans de nouvelles infrastructures de recyclage.

Mukhtar Babayev, Ministre de l'écologie et des ressources naturelles, AZERBAÏDJAN, a parlé des investissements de son pays dans les villes intelligentes et les villages intelligents, axés sur l'approvisionnement en énergie verte.

Fahed Al Hammadi, sous-Secrétaire adjoint par intérim, ministère du Changement climatique et de l'Environnement, ÉMIRATS ARABES UNIS, a annoncé l'engagement des EAU

à planter 30 millions de palétuviers d'ici 2030 et à explorer l'agriculture intelligente face au climat.

Danas Augutis, vice-Ministre de l'Environnement, LITUANIE, a noté que la COVID-19 a montré une fois de plus à la communauté mondiale comment la biodiversité, les services éco-systémiques pour la santé humaine et les économies sont interdépendants. Il a expliqué que, dans ses politiques environnementales nationales, la Lituanie se concentre sur la protection et la conservation des forêts et des zones humides.

Rocky Dawuni, Représentant de la société civile, a exhorté à un alignement de nos objectifs collectifs pour améliorer l'environnement. La Fondation Rocky Dawuni soutient le leadership des jeunes, les opportunités dans l'économie verte et la plantation d'arbres dans diverses communautés en Afrique pour aider à atténuer les impacts du changement climatique.

Kondo Tomohiro, vice-Ministre des affaires environnementales mondiales, JAPON, a exprimé l'intérêt du Japon à engager des discussions avec le PNUE sur les déchets marins et la biodiversité. Il a souligné que le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 devrait s'étendre au-delà du mandat de la CDB et prendre en compte le lien avec d'autres Conventions pertinentes. Sur cette note, il a déclaré que le Japon renforcerait ses engagements au titre de l'Initiative Satoyama.

Pearnel Charles Jr., Ministre du Logement, du Renouvellement Urbain, de l'Environnement et du Changement Climatique, JAMAÏQUE, a déclaré que la Jamaïque est en train de revoir son cadre politique sur le changement climatique pour s'aligner sur l'Accord de Paris. La Jamaïque a également l'intention de s'attaquer au problème des déchets marins et de veiller à ce que sa stratégie d'économie verte soit complémentaire de sa politique nationale en matière d'investissement.

Meelis Münt, Secrétaire général du ministère de l'Environnement, ESTONIE, a annoncé l'engagement de son pays à être neutre en carbone d'ici 2050 et à éliminer progressivement les schistes bitumineux d'ici 2040. L'Estonie, a-t-il déclaré, est en train d'élaborer un plan d'action pour l'économie circulaire qui doit être achevé d'ici la fin de 2021.

Jasim Abdulazeez Hammadi Al-Mohammedi, Ministre technique adjoint, ministère de l'Environnement, IRAK, a réitéré les efforts nationaux visant à s'assurer que le pays est résilient et qu'il s'adapte à l'environnement changeant en adhérant à diverses conventions internationales, telles que les Conventions de Minamata et de Bâle.

Virander Kumar Paul, Haut-commissaire de l'INDE au Kenya, a décrit les efforts nationaux pour réduire les émissions de GES, favoriser l'utilisation des énergies renouvelables et des carburants alternatifs, et veiller à la conservation de la faune et de la biodiversité. Il a en outre mis en exergue la Coalition pour une infrastructure résistante aux catastrophes et la résolution de l'ANUE-4 sur la pollution par les plastiques à usage unique.

Aziz Rabbah, Ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, MAROC, a décrit les efforts déployés au niveau national pour accélérer la transition vers une économie verte d'ici 2030. Il a mis en exergue les actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de GES, appelant les principaux pollueurs à travailler ensemble pour protéger les êtres et la planète.

Georgios Amyras, vice-Ministre de l'Environnement et de l'Énergie, en charge de la protection de l'environnement, GRÈCE, a appelé à aborder la vision du développement durable comme mode de vie. Il a attiré l'attention sur les efforts nationaux visant

à progresser vers la neutralité carbone, à protéger les forêts et la biodiversité et à promouvoir l'application de l'économie circulaire et verte dans la vie quotidienne.

Jameel Mtour, Président de l'Autorité chargée de la qualité de l'environnement, PALESTINE, a souligné les efforts visant à faire face à la pandémie, et les politiques visant à réduire les impacts environnementaux, y compris la stratégie de gestion des déchets. Il a appelé à la solidarité et au soutien des pays en développement, en particulier ceux en conflit, pour une protection environnementale et sociale efficace.

Alisher Maksudov, Président du Comité d'État pour l'écologie et la protection de l'environnement, OUZBÉKISTAN, a souligné qu'un monde post-pandémique durable et inclusif nécessite des solutions vertes qui équilibrent les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable. Il a attiré l'attention sur la catastrophe écologique en cours dans la mer d'Aral, soulignant les efforts déployés pour résoudre le problème.

Mario Šiljeg, Secrétaire d'État, ministère de l'économie et du développement durable, CROATIE, a souligné l'approche de « La santé est une » et les efforts internationaux conjoints concernant les flambées de maladies zoonotiques. Il a noté qu'il importait de garantir un financement adéquat pour les travaux du PNUE, et a parlé des politiques nationales, mettant l'accent sur la préservation du capital naturel.

Abdou Karim Sall, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, SÉNÉGAL, a présenté le programme national zéro déchet, précisant que le pays a promulgué des lois pour lutter contre les impacts environnementaux des produits en matière plastique. Il a mis l'accent sur le Programme de stimulation verte pour l'Afrique, invitant le PNUE à soutenir sa mise en œuvre.

Irena Vujovic, Ministre de la Protection de l'environnement, SERBIE, a annoncé son adhésion à la Plateforme inter-gouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES) et a décrit les plans de relance mis en place pour reconstruire en mieux.

Prem Bahadur Ale, ministre des Forêts et de l'Environnement, NÉPAL, a expliqué que le Népal atteindra zéro émission de gaz à effet de serre d'ici 2050 et qu'il investit dans un développement sobre en carbone.

Oswaldo Barbera, Ministre de l'éco-socialisme, VENEZUELA, a souligné la nécessité d'un soutien financier et d'un renforcement des capacités pour surmonter les défis posés par la COVID-19.

Sun Lili, de la Société des entrepreneurs et de l'écologie, CHINE, a souligné la nécessité de renforcer les données environnementales et la divulgation d'informations sur la pollution.

Nancy Tembo, Ministre des forêts et des ressources naturelles, MALAWI, a souligné que les technocrates doivent être pleinement soutenus pour assurer la gestion de l'environnement à l'ère numérique. Elle a en outre annoncé la proclamation d'une Journée nationale mensuelle de nettoyage du Malawi.

Mehmet Emin Birpınar, vice-Ministre de l'Environnement et de l'urbanisation, TURQUIE, a expliqué comment la feuille de route mise à jour de la Turquie pour la lutte contre le changement climatique prend en compte les nouvelles circonstances introduites par la COVID-19. Il a ajouté que la Turquie s'est engagée à augmenter son utilisation de l'énergie solaire et à réduire sa consommation de combustibles fossiles de 25% d'ici 2033.

Jeoung-ae Han, Ministre de l'Environnement, RÉPUBLIQUE DE CORÉE, a parlé de la façon dont son pays étend ses aires

protégées terrestres et marines afin que la nature, l'humanité et la faune puissent coexister harmonieusement. Elle a déclaré que le pays accueillera le 4^e Forum des ministres et autorités chargés de l'environnement de l'Asie-Pacifique en octobre 2021.

Mohammed Khashashneh, Secrétaire général par intérim, ministère de l'Environnement, JORDANIE, a présenté le plan national de reconstruction verte après la fin de la pandémie. Il a souligné les défis auxquels la Jordanie est confrontée avec la pénurie d'eau et la présence de réfugiés et a encouragé des plans d'action mondiaux sur le climat qui coïncident avec les plans nationaux de développement durable.

Krista Mikkonen, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique, FINLANDE, a déclaré que la Finlande consacrerait au moins 50% de ses ressources de relance post-pandémique au soutien d'une transition verte. En 2020, a-t-elle ajouté, la Finlande a investi 1,5 milliard d'euros pour une relance durable en remplaçant le chauffage au mazout dans les bâtiments, en fournissant des subventions pour les énergies renouvelables et en investissant dans des bornes de recharge pour véhicules électriques.

Virginijus Sinkevičius, Commissaire européen à l'Environnement, UNION EUROPÉENNE, a expliqué en quoi la nature est au cœur du Green Deal de l'UE. Il a noté que l'Alliance mondiale pour l'économie circulaire et l'utilisation efficace des ressources a été lancée la veille et a remercié le PNUE pour son accord avec l'UE sur la feuille de route en faveur d'une coopération renforcée.

Grace Fu, Ministre de la Durabilité et de l'Environnement, SINGAPOUR, a noté que le réchauffement climatique constitue une menace existentielle et a attiré l'attention sur le Plan vert national à l'horizon 2030 basé sur cinq piliers: la ville et nature, le mode de vie durable, l'efficacité énergétique, l'économie verte et l'avenir résilient.

Allanur Altyyev, Ministre de l'Agriculture et de la Protection de l'environnement, TURKMÉNISTAN, a souligné que le développement durable, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la sécurité environnementale sont les fondements de la politique environnementale nationale, assortis d'une concentration sur les efforts de lutte contre le changement climatique.

Zakia Khattabi, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, BELGIQUE, a souligné la nécessité d'une transition verte vers une économie circulaire. Elle a appelé à une collaboration et à des plans ambitieux permettant de lutter simultanément contre le changement climatique, la perte de biodiversité et les conséquences de la pandémie.

Abdulla Abdulaziz Turki Al Subaie, Directeur adjoint du Département de la protection contre les radiations et les produits chimiques, QATAR, a parlé des initiatives nationales pour la promotion de la durabilité environnementale appelant à une approche stratégique dans les plans d'action climatique nationaux.

Aaron Farrugia, Ministre de l'Environnement, du changement climatique et de la planification, MALTE, a exhorté à se concentrer moins sur les solutions d'hier et davantage sur celles de demain. Il a décrit les actions nationales pendant la pandémie, y compris la promotion de modes de consommation durables et la gestion rationnelle de l'eau.

Alain Piquemal, Représentant permanent et membre du Conseil d'État, MONACO, a attiré l'attention sur les stratégies thématiques au niveau national pour parvenir à la conservation de la biodiversité, à la réduction des émissions et à la gestion

rationnelle des déchets. Il a en outre souligné les initiatives de Monaco au niveau mondial en matière de santé des océans et de conservation des écosystèmes.

Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable, LUXEMBOURG, a souligné la nécessité de changer notre modèle économique et nos modes de consommation et de production, pour vivre dans les limites de la planète. Elle a parlé des réussites nationales, notamment l'engagement du secteur financier dans des stratégies durables et a appelé à investir dans le capital naturel de la planète.

Simon Stiell, Ministre de la Résilience climatique, de l'Environnement, des Forêts, des Pêches, de la Gestion des catastrophes et de l'Information, GRENADE, a appelé au renforcement des capacités de mise en œuvre par la mise en place de politiques idoines, de mécanismes de mise en application et de renforcement des capacités pour passer efficacement à l'action.

Franz Perrez, Chef de la division des Affaires internationales, Office fédéral de l'environnement, SUISSE, a souligné la nécessité d'un régime international complet, efficace et efficient pour protéger la santé humaine et l'environnement. Il a souligné que les réunions pour célébrer le 50^e anniversaire du PNUE et la Conférence de Stockholm étaient des occasions de réaliser de nouveaux progrès.

Appelant à la coopération à tous les niveaux, Eang Sophalleth, Secrétaire d'État, ministère de l'Environnement, CAMBODGE, a souligné les efforts nationaux pour la protection de l'environnement et l'utilisation efficace des ressources, y compris le Conseil national pour le développement durable.

Constantinos Kadis, Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement, CHYPRE, a souligné qu'une relance verte après la pandémie est la seule option pour un avenir durable. Il a appelé à canaliser les investissements nécessaires dans des politiques de soutien de la réduction de la pollution, de la gestion durable des ressources, de la réduction des émissions et de la protection de la biodiversité.

Winpeg Moyo, Haut-commissaire du ZIMBABWE, a encouragé une réflexion hors des sentiers battus, notant que l'approche du statu quo ne saurait résoudre la crise environnementale. Elle a attiré l'attention sur les politiques nationales en matière de changement climatique, les initiatives en matière d'énergie renouvelable et les programmes de réduction des risques de catastrophe.

Le Directeur exécutif adjoint du PNUE, Msuya, a remercié tous les participants, soulignant leur leadership et leur engagement à mettre en œuvre des actions concrètes pour un monde résilient après la pandémie.

Message consensuel de l'ANUE-5

Mardi, en séance plénière, le Président Rotevatn a présenté une déclaration consensuelle intitulée « Perspectives de la reprise de l'ANUE en 2022 - Message de l'ANUE-5 en ligne » (UNEP/EA.5/L.5). Il a précisé que la déclaration ne constituait pas un document négocié de l'ANUE-5 et ne créerait de précédent ni pour la reprise de la cinquième session ni pour aucune des sessions ultérieures de l'ANUE. L'Assemblée a approuvé la déclaration consensuelle.

Le GROUPE AFRICAÏN a souligné qu'en dépit de discussions difficiles, la session virtuelle a pu adopter trois décisions importantes, et qu'il attend avec intérêt des délibérations de fond pendant la période intersessions. Soulignant la commémoration du 50^e anniversaire de la création du PNUE, le Groupe a noté son

attachement aux discussions sur les préparatifs, en tenant compte du rôle clé de la prochaine Présidence africaine de l'ANUE-6.

L'UE a félicité tous les participants pour leurs efforts, soulignant la nécessité d'être ambitieux et de lutter contre le changement climatique, contre l'érosion de la biodiversité et contre la pollution. La déléguée a mis l'accent sur l'Alliance mondiale sur l'économie circulaire et l'utilisation efficace des ressources récemment lancée et a rappelé aux États membres que la reprise de la session approche à grands pas.

ISRAËL a déploré la politisation de l'Assemblée par certains États membres et a attiré l'attention sur le changement climatique dans les zones arides, la connectivité écologique et l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment.

L'ARGENTINE a souligné le rôle de la coopération internationale, appelant à la fourniture de moyens de mise en œuvre adéquats et à une transition équitable pour aider les pays en développement.

La SUISSE a souligné l'engagement continu des États membres en faveur de l'environnement, attesté par les messages politiques et l'adoption de la SMT.

Le PÉROU a appelé à une action multilatérale pour relever les défis mondiaux, soulignant la nécessité d'économies résilientes et sobres en carbone.

Le NIGERIA a mis en exergue les initiatives nationales en coopération avec le PNUE et a invité tout le monde à travailler pendant la période intersessions pour une reprise réussie de la session.

La COLOMBIE a confirmé son engagement en faveur des efforts environnementaux internationaux à l'horizon 2022, sur la base des objectifs et des cibles convenus lors de la session en ligne de l'ANUE-5. Elle a ajouté que l'action ne peut pas attendre la reprise des réunions en présentiel et qu'il est important, dans l'intervalle, de continuer à faire avancer les travaux en mode virtuel.

La MALAISIE a décrit la façon dont la COVID-19 a incité le monde à renforcer la résilience et, pour aller de l'avant, le délégué a appelé à des responsabilités communes mais différenciées en matière d'obligations environnementales et à plus de transparence et d'accessibilité.

OMAN a indiqué que les travaux de cette session en ligne devraient aller de l'avant afin de s'assurer que les objectifs 2030 et 2050 seront atteints. Le délégué a soutenu que le PNUE devait faire preuve d'audace dans son leadership mondial sur des questions cruciales telles que la biodiversité, le couvert forestier et la protection de la qualité de l'air et des océans.

L'Institut de synthèse planétaire a exhorté les États Membres à ne pas attendre encore un an pour commencer à travailler sur la résolution 73/333 de l'AGNU et à réfléchir à des actions qui pourraient être portées à l'attention des ministres.

Résultat final: Dans le message en ligne de l'ANUE-5, le Président Rotevatn souligne la nécessité de renforcer la coopération multilatérale et l'action collective pour relever avec succès les défis mondiaux. Il se déclare profondément préoccupé par les effets dévastateurs de la pandémie à l'échelle mondiale, qui sapent nos efforts communs pour réaliser le Programme 2030.

Le message attire l'attention sur la manière dont la SMT 2022-2025 du PNUE cherchera à atténuer les impacts environnementaux de la COVID-19 et, en outre, met en évidence les trois principales

crises environnementales que le PNUE s'est engagé à résoudre: le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et la pollution.

Le message du Président souligne par ailleurs les efforts des États membres de l'ANUE pour renforcer et continuer à soutenir:

- Le Programme de développement durable à l'horizon 2030;
- Le Programme d'action d'Addis-Abeba;
- La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris;
- La CDB et les négociations sur un Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020;
- La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification; et
- L'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets au-delà de 2020.

Enfin, le message communique l'intention de l'ANUE de se réunir à nouveau en mode présentiel pour une reprise de la session de l'ANUE-5 en 2022 et les plans de commémoration du 50^e anniversaire de la création du PNUE à Nairobi en 2022.

Lancement de la commémoration du 50^e anniversaire du PNUE

Au cours de la séance plénière de mardi, le Président Rotevatn a présenté la commémoration de la création du PNUE par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain qui s'était tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972. Une courte vidéo a été projetée mettant en relief les réalisations du PNUE.

Stephen Stec, Université d'Europe centrale, représentant le GRAND GROUPE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES, a souligné que la Conférence de Stockholm de 1972 était la première réunion où les représentants de la société civile pouvaient s'adresser directement aux délégués. Il s'est félicité de l'engagement avec la société civile pour la commémoration du 50^e anniversaire du PNUE, notant qu'une enquête préliminaire montre une profonde appréciation des réalisations du PNUE et de grandes attentes pour l'avenir.

La Directrice exécutive du PNUE, Andersen, a évoqué le parcours de 50 ans de l'organisation, notant qu'il a propulsé le débat sur l'environnement dans les rues, les écoles, les cercles économiques et les espaces de vote. Elle a souligné que les connaissances scientifiques sont un outil important pour l'élaboration des politiques et a appelé à la création de synergies significatives avec les accords multilatéraux sur l'environnement.

Le Président de l'ANUE, Rotevatn, a souligné la nécessité d'un développement durable équilibré et intégré au moment où nous nous engageons dans une décennie d'action. Il a souligné que les urgences environnementales doivent être traitées aujourd'hui, soulignant la nécessité de renforcer davantage le pouvoir du PNUE et de sortir des sentiers battus pour parvenir à un monde durable pour tous et en particulier pour les plus vulnérables.

Uhuru Kenyatta, Président du KENYA, a marqué le coup d'envoi de la commémoration du 50^e anniversaire, déclarant qu'elle offre une occasion à la fois de célébration et de réflexion. Il a appelé à des actions permettant de faire face aux crises environnementales et a souligné l'importance du mandat environnemental mondial du PNUE. Il a rappelé à tous la sombre réalité de la dégradation de l'environnement, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans le monde. Le Président Kenyatta a souligné que le Kenya est résolu à continuer de soutenir les activités du PNUE, se réjouissant par anticipation d'accueillir tous

les États Membres et les participants à la reprise de la session de l'ANUE-5 et à la réunion de commémoration du PNUE.

La SUÈDE a noté que le Kenya, en tant qu'hôte de l'événement de commémoration du PNUE, et la Suède, en tant qu'hôte de la réunion célébrant le 50^e anniversaire de la Conférence de Stockholm de 1972, ont convenu de s'unir pour garantir que ces deux événements importants se renforcent mutuellement et contribuent à un environnement revitalisé pour le multilatéralisme.

Le PÉROU a souligné la nécessité de consolider et de renforcer les efforts pour soutenir les initiatives régionales et infrarégionales afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.

L'UE a souligné que le travail du PNUE est devenu plus pertinent et plus urgent que jamais, se félicitant de la décision de l'Assemblée de tenir les célébrations à Nairobi parallèlement à la reprise de la session de l'ANUE-5. La déléguée a noté que la commémoration constituait une excellente occasion pour adopter la déclaration politique demandée par la résolution 73/333 de l'AGNU.

L'ARGENTINE a accueilli favorablement les discussions sur la commémoration du PNUE et a reconnu le PNUE en tant que seul siège des Nations Unies dans le Sud.

La SUISSE a souligné que la commémoration ne devrait pas être seulement une célébration mais un moment pour renforcer l'action en faveur de l'environnement.

L'ALLEMAGNE a souligné qu'avec le Ghana et l'Équateur, ils ont demandé l'ajout de l'importance de la lutte contre les déchets marins et la pollution plastique à l'ordre du jour de la reprise de la session de l'ANUE. La déléguée a en outre annoncé que l'Allemagne, avec les pays susmentionnés, accueillerait une conférence sur ce sujet plus tard cette année.

Le GRAND GROUPE DES FEMMES a exhorté l'ANUE à chercher à élargir la portée de la SAICM afin que les entreprises polluantes soient tenues pour responsables des dommages qu'elles font subir aux groupes vulnérables et à l'environnement.

Adoption du procès-verbal de la Session

Mardi après-midi, le Président Rotevatn a informé les délégués que le rapport provisoire de la réunion a été distribué en anglais, appelant à son adoption, étant entendu qu'il serait amendé pour inclure le résumé du Dialogue des dirigeants et les délibérations de la plénière de clôture. Rotevatn a noté que le rapport serait soumis à la session 2021 du Conseil Economique et Sociale (ECOSOC) de l'ONU.

L'ANUE-5 a adopté le procès-verbal (UNEP/EA.5/L.1).

Plénière de clôture

Le Président de l'ECOSOC, Munir Akram, dans un message spécial à l'ANUE-5, a souligné la nécessité de respecter la nature et ses frontières, une leçon mise en évidence par la pandémie actuelle. Il a appelé à la transition vers un nouveau paradigme économique et social qui valorise la conservation de la nature autant que le Produit intérieur brut et le Revenu national brut. Il a en outre noté que la science et la technologie offrent des réponses, soulignant le pouvoir de la numérisation pour les objectifs verts.

Le Président Rotevatn a noté que des messages supplémentaires adressés à l'ANUE-5 et émanant d'organisations des Nations Unies, d'accords multilatéraux et d'autres organes peuvent être consultés sur le site Web de la réunion.

L'ANUE-5 a entendu les interventions de représentants du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes,

du Forum des Nations Unies sur la science, la politique et les entreprises environnementales et du Grand groupe des Enfants et des Jeunes présentant ses réflexions à l'Assemblée des jeunes sur l'environnement.

La représentante du [Forum mondial des grands groupes et parties prenantes](#) a souligné la nécessité d'une action transformatrice, accélérant le rythme et l'ampleur des efforts de mise en œuvre. Elle a appelé à des sociétés climatiquement neutres et sans pollution et qui respectent les limites écologiques de la planète. Elle a en outre appelé à responsabiliser ceux qui contribuent aux problèmes du changement climatique, de la pollution et de l'érosion de la biodiversité. Déplorant la faiblesse des progrès et l'insuffisance des synergies, elle a appelé à une déclaration politique conduisant à un plan d'action concret, comprenant objectifs, échéanciers et indicateurs.

Les porte-paroles du [Forum des Nations Unies sur la science, les politiques et les entreprises sur l'environnement](#) ont noté que plus de 5 000 personnes ont participé à cette session hautement interactive qui s'est tenue du 18 au 20 février 2021, et ont souligné que le Forum encourageait la fourniture davantage d'efforts sur l'entrepreneuriat vert; l'amélioration de l'utilisation des données environnementales afin qu'elles soient plus stratégiques; et la garantie d'un meilleur accès aux sciences d'observation de la Terre pour les populations autochtones.

Le GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES a demandé à l'ANUE de veiller à ce que la science environnementale intègre davantage les peuples autochtones et les savoirs traditionnels. Il a demandé aux États membres de se mettre à l'écoute des jeunes et de leur permettre de jouer un rôle plus participatif dans l'élaboration des politiques.

Le Directeur exécutif adjoint du PNUE, Msuya, a résumé les principaux points du Dialogue de haut niveau des dirigeants.

La Directrice exécutive du PNUE, Andersen, a salué le succès de la première session virtuelle de l'ANUE et a salué les États membres pour avoir reconnu que « nous ne pouvons plus attendre pour faire la paix avec la nature ».

Le Président Rotevatn a remercié tout un chacun pour son travail à cette session et a réaffirmé que les problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales. Il a ajourné la réunion à 18h49 EAT (GMT+3).

Brève analyse de l'ANUE-5

Les avions étant au sol et les voyages internationaux essentiellement interrompus en raison de la pandémie de COVID-19, les délégués n'avaient d'autre choix que de se réunir virtuellement lors d'une session en ligne de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. La réunion ne pouvait pas être retardée car l'ANUE devait prendre des décisions administratives essentielles pour permettre au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) d'aller de l'avant dans ses travaux. Décrite par beaucoup comme étant un appel au réveil, la COVID-19 a incité les participants au Dialogue des dirigeants de l'ANUE à s'engager pleinement et à appeler à « reconstruire en mieux », à lancer « une relance basée sur la nature » et à « faire la paix avec la nature ».

La présente brève analyse examine ce que cette réunion signifie pour le PNUE, dans le contexte de la Stratégie à moyen terme (SMT) pour 2022-2025, qui trace l'orientation du Programme de

l'institution pour les quatre prochaines années. Elle rend compte également de l'impact du Dialogue des dirigeants et de l'attente impatiente de la reprise de la session en mode présentiel de l'ANUE-5 en 2022 et des espoirs qu'elle suscite.

L'avenir à moyen terme du PNUE

L'ANUE-5 a accepté d'approuver la SMT pour 2022-2025 du PNUE, ainsi que son Programme de travail et budget biennal (pour 2022-2023). Ces décisions ont été prises rapidement et sans délibération, de longues discussions ayant eu lieu la semaine précédente à [la cinquième réunion du Comité à composition non limitée des représentants permanents](#) (OECPR-5).

La SMT est axée sur les trois crises planétaires que sont le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et la pollution. Plus précisément, la SMT comprend trois objectifs stratégiques. Ce sont: la stabilité du climat, où les émissions de gaz à effet de serre et la résilience face au changement climatique sont atteintes; le vivre en harmonie avec la nature, où l'humanité prospère en symbiose avec la nature; et une planète sans pollution, où la pollution est évitée et contrôlée, et où une bonne qualité de l'environnement et une santé et un bien-être améliorés sont assurés pour tous.

Ce sont là, sans aucun doute, de bien nobles objectifs. Et aucun de ces derniers ne peut être atteint par le PNUE à lui tout seul. La SMT confie au PNUE un large mandat: coopérer et s'engager avec le secteur privé, amplifier les efforts régionaux et accroître l'assistance aux pays. Les délégués ont exprimé leur soutien et leur confiance en le PNUE en tant que principale autorité mondiale en matière d'environnement. Plusieurs intervenants ont indiqué qu'ils avaient versé au PNUE les contributions requises, mais qu'ils étaient prêts à y engager des fonds supplémentaires. Rien ne démontre la foi et la confiance comme un financement adéquat et stable.

Leadership dans un monde virtuel

La SMT engage également le PNUE à tirer parti de l'ANUE - l'organe décisionnel le plus élevé des Nations Unies sur l'environnement - en tant que principale plate-forme mondiale pour l'action environnementale. Selon la SMT, guidée par une science solide, l'ANUE continuera à « inspirer, identifier et saisir des actions de transformation audacieuses pour l'environnement », tout en se concentrant sur des solutions qui parlent à tous. À cette fin, l'ANUE a organisé un Dialogue des dirigeants comme une occasion d'identifier et de saisir des actions transformatrices audacieuses.

La note conceptuelle élaborée par le PNUE avant le Dialogue demandait aux dirigeants de discuter des mesures concrètes qu'ils ont prises ou qu'ils vont prendre pour faire en sorte que la dimension environnementale du développement durable soit pleinement prise en considération lors de la construction d'un monde post-pandémique résilient et inclusif. Elle demandait également aux dirigeants de fournir des orientations sur la manière dont la communauté mondiale allait pouvoir travailler ensemble pour créer une dynamique politique plus forte, et sur la manière dont le PNUE allait pouvoir soutenir cela.

Plus de 80 ministres se sont engagés à agir pour faire face aux trois crises planétaires. Le contenu des interventions spécifiques ne peut être critiqué, car les pays et les représentants de la société civile ont abordé ces questions avec empressement et en profondeur. Le dialogue implique un échange de points de vue et

un partage d'idées. En effet, la note conceptuelle indiquait que chaque session serait animée par un modérateur professionnel chargé de permettre un échange de vues interactif entre les participants.

Au lieu de cela, en l'occurrence le Dialogue des dirigeants peut être décrit plus précisément comme une série de monologues successifs. Cela est sans doute dû aux limitations inhérentes au fonctionnement dans un espace virtuel. N'empêche, malgré le mandat d'un débat interactif et une intention déclarée d'accueillir une discussion modérée, force est de constater que la possibilité d'un échange de vues n'a pas été fournie lors de la session en ligne de l'ANUE-5. Le dialogue a été gâché par de fréquents problèmes d'interprétation. Certains orateurs ont eu des difficultés à se connecter à la plate-forme en ligne, d'autres n'ont pas pu être entendus clairement et il n'y a pas eu de modération active. S'il est probable que le PNUE ait fait de son mieux avec ce qui est techniquement faisable lors d'une session en ligne, un mode en présentiel peut être nécessaire pour véritablement identifier et déterminer l'action transformatrice souhaitée.

Dans la perspective de 2022 et de UNEP@50

La session en ligne de l'ANUE-5 s'est déroulée en supposant que d'ici mars 2022, les réunions en mode présentiel et les voyages internationaux seront possibles et faisables et que l'ANUE-5 pourra alors reprendre sa réunion normalement. Il ne fait aucun doute que tout le monde attend avec intérêt de reprendre les travaux de fond et de convoquer une session extraordinaire pour commémorer le 50e anniversaire du PNUE. Si les participants ont souligné à maintes reprises les limites des réunions virtuelles, certains se sont également félicités de l'accessibilité accrue du Comité des représentants permanents (CRP) pour les pays sans représentation à Nairobi. Cela suggère que le scénario hybride, c'est-à-dire avec à la fois l'option en mode présentiel et l'option à distance, peut ajouter à long terme une valeur aux négociations internationales. Cela peut aussi être une nécessité, au moins au cours des deux prochaines années. Comme les déploiements de vaccins sont inégaux d'un pays à l'autre, il n'est pas certain que les délégués de tous les États membres seront disposés et capables de voyager à l'étranger en 2022. Bien qu'il n'y ait pas de plan B apparent pour la reprise de la session de l'ANUE-5, un scénario hybride semble probable pour le moment. Si un événement hybride est organisé, le défi restera de s'assurer que les personnes présentes à distance ne sont pas marginalisées par rapport à celles qui participent en face à face. Il est toutefois probable qu'avec une planification minutieuse, ce défi puisse être surmonté, et cette mise en place pourrait même inaugurer une nouvelle ère bienvenue d'accessibilité accrue aux négociations internationales.

Réunions à venir

7e Forum Asie-Pacifique sur l'adaptation au changement climatique: Le 7e Forum de l'APAN se tiendra virtuellement sous le thème « Permettre la résilience pour tous: la décennie critique pour intensifier l'action », partageant les enseignements tirés des actions en faveur d'un développement résilient au changement climatique. **dates:** 8-12 mars 2021 **lieu:** virtuel **www:** <http://www.asiapacificadapt.net/adaptationforum2020/>

Sommet du Partenariat pour la croissance verte et des Objectifs mondiaux 2030 (P4G): Ce sommet, organisé

par la République de Corée et P4G, rassemblera des hauts fonctionnaires, des PDG et des dirigeants de la société civile pour débattre de la manière dont des solutions évolutives et reproductibles fondées sur le marché peuvent faire progresser l'ambition accrue en matière d'action climatique et de développement durable. **dates:** 30-31 mai 2021 **lieu:** à confirmer **www:** <https://p4gpartnerships.org/content/p4g-seoul-summit>

Consultation en ligne du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes: Cette réunion rassemblera les points de vue des grands groupes et des parties prenantes en vue de la reprise de la session de l'ANUE-5 en 2022. **dates:** juin 2021 **lieu:** en ligne

Journée mondiale de l'environnement: Cette année, la célébration de la Journée mondiale de l'environnement portera sur le thème de la restauration des écosystèmes et se concentrera sur la réinitialisation de notre relation avec la nature. Elle marquera également le lancement officiel de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030. **date:** 5 juin 2021 **lieu:** Pakistan **www:** <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/pakistan-host-world-environment-day-2021>

60e réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial: Le Conseil est le principal organe directeur du FEM et se réunit deux fois par an pour élaborer, adopter et évaluer les politiques et programmes opérationnels pour les activités financées par le FEM. **dates:** 15-17 juin 2021 **lieu:** à confirmer **www:** <https://thegef.org/council-meetings/gef-60th-council-meeting>

Édition 2021 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN): Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) convoquera la session 2021 du FPHN sous le thème « Relance durable et résiliente post-pandémie de COVID-19, qui promeut le développement économique et social et les dimensions environnementales du développement durable ». Après les cinq premiers jours, le segment ministériel de trois jours du FPHN a lieu conjointement avec le segment de haut niveau de l'ECOSOC. **dates:** 6-15 juillet 2021 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021>

Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020: Le Congrès de l'UICN sera une étape importante pour la conservation de la nature et le développement d'un nouveau cadre mondial pour la biodiversité. **dates:** 3-11 septembre 2021 **lieu:** Marseille, France **www:** <https://www.iucncongress2020.org/>

Édition 2021 du Sommet sur les systèmes alimentaires: Convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies, le Sommet vise à maximiser les co-avantages d'une approche des systèmes alimentaires dans l'ensemble du Programme 2030 et à relever les défis du changement climatique. Le sommet fournira une plate-forme pour de nouvelles actions ambitieuses, des solutions innovantes et des plans pour transformer les systèmes alimentaires et tirer parti de ces changements pour réaliser des progrès dans tous les ODD. **dates:** septembre 2021 (à confirmer) **lieu:** Siège de l'ONU, New York (à confirmer) **www:** <https://www.un.org/en/food-systems-summit>

4e Forum des ministres et des autorités chargées de l'environnement d'Asie-Pacifique: Le Forum est l'occasion pour les États membres d'Asie-Pacifique d'apporter une perspective de la région Asie-Pacifique aux discussions de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. **dates:** octobre 2021 **lieu:** Séoul, République de Corée

Conférence sur le changement climatique (COP 26 de la CCNUCC): La 26e session de la Conférence des Parties (COP 26), la 16e réunion de la Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (RdP 16), et la troisième réunion de la Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties à l'Accord de Paris (RdP 3) devrait se réunir un an après les dates initialement prévues. **dates:** 1-12 novembre 2021 **lieu:** Glasgow, Royaume-Uni **www:** <https://unfccc.int>

Reprise de la session de l'ANUE-5: Réunie sous le thème « Renforcer les actions pour la nature pour atteindre les ODD », l'ANUE-5 fournira une plate-forme pour discuter et mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature qui contribuent à la réalisation du Programme 2030, en abordant de manière globale ses dimensions sociale, économique et environnementale. S'appuyant sur la session en ligne de février 2021, la réunion discutera des moyens de garantir que les politiques de reprise économique après la pandémie COVID-19 mènent à un monde post-pandémique résilient et inclusif. À l'issue de la partie en ligne de l'ANUE-5, conformément à la recommandation de l'OECPR-5, il sera décidé qu'une session extraordinaire de l'ANUE dédiée à la commémoration du 50e anniversaire de la création du PNUE se tiendra pendant deux jours (5-6 mars 2022) à l'occasion de la reprise de la session de l'ANUE-5. **dates:** 28 février – 4 mars 2022 **lieu:** Nairobi, Kenya **www:** <http://web.unep.org/environmentassembly/>

Onzième session du Forum urbain mondial (FUM11): Le Forum fournira aux dirigeants mondiaux une plate-forme pour partager leur expertise sur les défis mondiaux en matière de développement urbain et des moyens innovants de les surmonter. Le forum se concentrera sur la manière dont le monde peut atteindre les ODD pour répondre aux normes mondiales du nouvel agenda urbain. **dates:** 1-30 juin 2022 **lieu:** Katowice, Pologne **www:** <https://wuf11.katowice.eu>

Pour d'autres réunions, consulter <https://sdg.iisd.org/>

Glossaire

CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CRP	Comité des représentants permanents
SMT	Stratégie à moyen terme
OECPR	Comité des Représentants Permanents à composition non limitée
PT	Programme de travail
SAICM	Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques
ODD	Objectifs de développement durable
ANUE	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement climatique
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies